



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Paris, le 25 août 2011

1^{er} semestre et 2^e trimestre 2011 : Des résultats solides en ligne avec les objectifs d'Engagement 2014

- **Bonne activité : des équipes pleinement mobilisées**
 - **Des charges maîtrisées**
 - **Renforcement de la solidité financière**

Groupe Crédit Agricole*

1^{er} semestre 2011

Résultat net part du Groupe : 2 408 millions d'euros, + 30,4 % vs S1-10

2^e trimestre 2011

Résultat net part du Groupe : 881 millions d'euros, - 1,8 % vs T2-10

Ratio Tier 1 : 10,5 % dont Core Tier 1 : 9,1 %

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100 %

Crédit Agricole S.A.

1^{er} semestre 2011

Résultat net part du Groupe : 1 339 millions d'euros, + 57,7 % vs S1-10

Ratio Tier 1 : 11,0 % dont Core Tier 1 : 8,9 %

2^e trimestre 2011

Produit net bancaire : + 1,1 % vs T2-10 et + 1,4 % (périmètre et change constants)

Résultat brut d'exploitation : + 6,6 % vs T2-10 et + 8,2 % (périmètre et change constants)

Coût du risque : - 5,8 %* vs T2-10

Dépréciation des titres d'Etat grecs : - 202 millions d'euros (avant impôts)

Résultat net part du Groupe : 339 millions d'euros, - 10,6 % vs T2-10

*hors dépréciation des titres d'Etat grecs

Groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole a réalisé un résultat net part du Groupe de 2 408 millions d'euros au premier semestre 2011, en hausse de 30,4 % par rapport au premier semestre 2010.

Sur le seul deuxième trimestre, le résultat net part du Groupe ressort à 881 millions d'euros, quasi stable (- 1,8 %) par rapport au trimestre correspondant de 2010. Ce résultat intègre les conséquences de la situation financière de la Grèce, tant sur les titres d'Etat grecs que sur la filiale Emporiki. Il reflète également la poursuite de la dynamique commerciale dans l'ensemble des métiers.

Ainsi, le produit net bancaire ressort à un plus haut historique trimestriel à 9 142 millions d'euros, alimenté notamment par la banque de proximité qui représente 61 % des revenus et 56 % du résultat brut d'exploitation des métiers du Groupe. Les Caisses régionales, en particulier, connaissent une forte activité commerciale, doublant quasiment leurs ouvertures de comptes à vue et enregistrant une hausse presque identique (5 %) de leurs encours de crédits et de leur collecte au bilan.

Le résultat brut d'exploitation, au niveau historique le plus haut de 3 824 millions d'euros, affiche une hausse de 5,9 %, confirmant la poursuite du renforcement de l'efficacité opérationnelle, le coefficient d'exploitation baissant de 60,0 % à 58,2 %.

La hausse du coût du risque (+ 13,1%) reflète essentiellement la prise en compte des effets du plan européen en faveur de la Grèce ainsi qu'un renforcement des provisions collectives dans les Caisses régionales et en banque de financement.

En termes de solvabilité, le Groupe Crédit Agricole voit son ratio *Core Tier 1* porté à 9,1 % grâce à sa bonne capacité bénéficiaire.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 24 août 2011, a examiné les comptes du deuxième trimestre et du premier semestre 2011.

Le résultat net part du Groupe ressort à 339 millions d'euros au deuxième trimestre 2011 (contre 379 millions d'euros au deuxième trimestre 2010) et à 1 339 millions d'euros au premier semestre 2011 (à comparer à 849 millions d'euros en 2010).

Ce résultat est l'illustration d'une tendance de fond positive sur le plan opérationnel malgré l'impact ponctuel des mesures décidées en faveur de la Grèce et d'Emporiki, souligne Jean-Marie Sander, président de Crédit Agricole S.A. :

- Poursuite d'une belle dynamique commerciale dans tous les pôles, se traduisant par un produit net bancaire trimestriel record (5 531 millions d'euros) et un plus haut niveau historique du résultat brut d'exploitation (2 201 millions d'euros) ;
- Confirmation de la baisse du coût du risque (923 millions d'euros, soit - 5,8 % hors plan Grèce) ;
- Effets du plan de soutien à la Grèce décidé par les gouvernements européens en juillet (- 146 millions d'euros en coût du risque net d'impôt)
- Impact des décisions de gestion prises concernant Emporiki étant donné la situation financière de ce pays (- 359 millions d'euros d'amortissement de l'écart d'acquisition résiduel sur Emporiki et - 148 millions d'euros de dépréciation d'impôts différés dans les comptes de cette filiale).

Ainsi, le socle de résultats récurrents de Crédit Agricole S.A. reste-t-il, au deuxième trimestre, dans la lignée de celui du premier trimestre. Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général, ces résultats sont solides malgré l'impact de la Grèce. Ils confirment la trajectoire définie dans Engagement 2014 en mars dernier.

Les métiers du Groupe ont continué à enregistrer une activité soutenue malgré un environnement macroéconomique peu porteur, marqué par une faible reprise des économies occidentales, par les inquiétudes fortes sur la capacité des Etats à faire face à leur dette et par des marchés particulièrement nerveux et volatils.

En Banque de proximité en France, semestre sur semestre, les Caisses régionales connaissent une forte activité commerciale, comme mentionné plus haut. LCL voit sa collecte de bilan renforcée (+ 8,8 %) et maintient sa dynamique dans l'octroi des crédits, notamment à l'habitat.

En Banque de proximité à l'international, les revenus progressent de 4,7 % et le résultat brut d'exploitation de 11,2 % semestre sur semestre.

Les Services financiers spécialisés, avec une hausse modérée de leurs revenus, associés à une gestion serrée de leurs charges, améliorent leur efficacité opérationnelle.

Le pôle Gestion d'actifs, Assurances et Banque privée enregistre de belles performances commerciales, marquées par un niveau de collecte nette largement positif : la gestion d'actifs a ainsi collecté 6,5 milliards d'euros d'actifs longs, compensant largement la décollecte sur le monétaire, la collecte nette de la Banque privée et de l'assurance étant respectivement de 2,3 milliards d'euros et de 3,3 milliards d'euros.

La Banque de financement et d'investissement connaît une légère baisse (- 1,6 %¹) de ses revenus par rapport à une référence 2010 particulièrement élevée. La banque de financement maintient (- 1,7 %) ses revenus par rapport au premier semestre 2010, notamment grâce aux performances des financements structurés. La banque de marchés résiste au mieux à la dégradation des conditions tant sur les marchés de dette que sur les marchés actions.

Dans le contexte chahuté des marchés, Crédit Agricole S.A. continue à bénéficier d'une bonne situation de liquidité, grâce à la qualité de sa signature et à la capillarité de son réseau et de ses 25 trésoreries réparties dans le monde (hors France). 90 % du programme annuel d'émissions moyen et long terme sur les marchés (22 milliards d'euros) étaient réalisés début août, et le Groupe disposait d'une réserve de plus de 120 milliards d'euros de réserves de liquidité immédiatement disponibles au 31 juillet 2011.

Le ratio de solvabilité Tier 1 s'inscrivait à 11 %, en hausse de 40 points de base sur le semestre, et le ratio *core tier 1*, à 8,9 %, progressait de 50 points de base à fin juin 2011 grâce à une stabilité des emplois pondérés et à la capacité bénéficiaire sur le premier semestre.

En matière de responsabilité sociale et environnementale, la démarche de progrès initiée et conduite depuis bientôt dix ans au sein du Groupe est validée par le maintien du titre Crédit Agricole S.A. dans les trois principaux indices extrafinanciers : ASPI Eurozone depuis 2004, FTSE4Good depuis 2005 et le Dow Jones Sustainability Index (DJSI) depuis 2008 (DJSI Stoxx depuis 2008 et DJSI World depuis 2009).

En outre, le Crédit Agricole apparaît au 1^{er} rang français (et huitième mondial) du classement 2011 des 100 meilleures entreprises durables, élaboré par la revue canadienne *Corporate Knights* ; ainsi qu'au 2^e rang français (douzième européen) du classement 2011 des 300 entreprises les moins émettrices de gaz à effet de serre, élaboré par l'ONG britannique Environmental Investment Organisation.

Par ailleurs, au deuxième trimestre 2011, Crédit Agricole S.A. a lancé sa démarche RSE, baptisée FReD, comme il l'avait annoncé dans le plan Engagement 2014. FReD est un dispositif qui s'appuie sur les trois piliers de la RSE (économique, social et environnemental) en associant très largement les collaborateurs à leur mise en œuvre dans l'entreprise. Dès 2011, chaque entité devra afficher ses ambitions et ses objectifs de progrès, qui seront évalués et notés par un auditeur indépendant. Au final, FReD permettra de calculer l'indice de performance sociétale du groupe Crédit Agricole S.A., pris en compte dans la rémunération variable des cadres dirigeants. En 2011, première année

¹ Activités pérennes retraitées de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts

de déploiement dite pilote, FReD concerne les 10 entités suivantes : Crédit Agricole S.A., LCL, Amundi, Crédit Agricole CIB, CA-CF, CA Assurances, CA Private Banking, CAL&F, CACEIS et Cariparma.

Agenda financier

10 novembre 2011	Publication des résultats du troisième trimestre 2011
23 février 2012	Publication des résultats annuels 2011
11 mai 2012	Publication des résultats du premier trimestre 2012
28 août 2012	Publication des résultats semestriels 2012
9 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T2-11	T2-10	Variation T2/T2	S1-11	S1-10	Variation S1/S1
Produit net bancaire	5 531	5 469	+ 1,1 %	10 835	10 293	+ 5,3 %
Charges d'exploitation	(3 330)	(3 405)	(2,2 %)	(6 606)	(6 567)	+ 0,6 %
Résultat brut d'exploitation	2 201	2 064	+ 6,6 %	4 229	3 726	+ 13,5 %
Coût du risque	(1 125)	(980)	+ 14,8 %	(1 947)	(2 054)	(5,2 %)
Résultat d'exploitation	1 076	1 084	(0,7 %)	2 282	1 672	+ 36,5 %
Sociétés mises en équivalence	269	284	(5,3 %)	710	709	+ 0,1 %
Résultat net sur autres actifs et variations de valeur des écarts d'acquisition	(367)	(414)	(11,4 %)	(366)	(577)	(36,6 %)
Impôts	(587)	(459)	+ 27,9 %	(1 107)	(729)	+ 51,9 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	17	3	ns	13	7	+ 85,7 %
Résultat net	408	498	(18,1 %)	1 532	1 082	+ 41,6 %
Résultat net part du Groupe	339	379	(10,6 %)	1 339	849	+ 57,7 %

Le **produit net bancaire** atteint au premier semestre 2011 le niveau record historique de 10,8 milliards d'euros, en progression de 5,3 % par rapport au premier semestre 2010, traduisant le dynamisme commercial de l'ensemble des métiers et leur bonne résistance dans un contexte économique toujours fragile.

Les **charges d'exploitation** restent contenues entre les premiers semestres 2010 et 2011, période sur laquelle elles n'enregistrent que 0,6 % de hausse. A périmètre et change constants, elles restent stables. Le coefficient d'exploitation s'établit à 61,0 % au premier semestre 2011, en recul de 2,8 points sur un an, et à 60,2 % pour le seul deuxième trimestre 2011.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi au niveau de 4,2 milliards d'euros au premier semestre 2011, en hausse de 13,5 %.

En baisse de 5,2 % par rapport à juin 2010, le **coût du risque** s'établit à 1,9 milliard d'euros sur le semestre, reflétant une baisse répartie sur l'ensemble des métiers à l'exception des Services financiers spécialisés. Par ailleurs, le métier Assurances enregistre une provision de 131 millions d'euros liée à sa participation au plan de soutien de la Grèce. Pour le premier semestre 2011, le coût du risque représente 69 points de base sur encours de crédit contre 85 points de base il y a un an, et consomme ainsi 46 % du résultat brut d'exploitation au premier semestre 2011 contre 55 % un an auparavant. Au cours du premier semestre 2011, il reste principalement concentré sur la Banque de proximité à l'international et les Services financiers spécialisés.

Les créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) s'élèvent à 21,8 milliards d'euros et représentent 4,5 % des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 4,3 % au 31 décembre 2010. Elles sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 51,2 %, à comparer à 50,3 % au 31 décembre 2010. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances douteuses s'élève à 66,8 %, en hausse de 1 point par rapport à fin décembre 2010.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** reste stable sur un an à 710 millions d'euros au premier semestre 2011, reflétant la forte progression du résultat des Caisses régionales (+ 11,7 % semestre sur semestre).

Le **résultat net sur autres actifs et variations de valeur des écarts d'acquisition** est négatif de 366 millions d'euros au premier semestre 2011, à comparer à une contribution négative de 577 millions d'euros au

premier semestre 2010. Il est imputable essentiellement à la dépréciation de l'écart d'acquisition résiduel sur Emporiki au deuxième trimestre 2011 pour un montant de 359 millions d'euros. Pour rappel, la contribution du premier semestre 2010 intégrait l'impact négatif de la cession de 0,8 % d'Intesa Sanpaolo au premier trimestre (pour - 159 millions d'euros) et la dépréciation d'une partie de l'écart d'acquisition sur Emporiki au deuxième (pour - 418 millions d'euros).

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. sur le semestre s'établit à 1 339 millions d'euros, soit une progression de 57,7 % par rapport au premier semestre 2010. L'impact total des éléments non récurrents liés à la Grèce au deuxième trimestre 2011 atteint 640 millions d'euros (voir tableau ci-dessous).

Pour le deuxième trimestre seul, le produit net bancaire atteint son niveau historique le plus élevé depuis la création de Crédit Agricole S.A. à 5,5 milliards d'euros. Les charges d'exploitation reculent de 2,2 % par rapport au deuxième trimestre de 2010, se traduisant par un résultat brut d'exploitation également record de 2 201 millions d'euros (+ 6,6 % en un an) et un coefficient d'exploitation de 60,2 % au deuxième trimestre 2011. Le coût du risque enregistre quant à lui une hausse globale de 14,8 % par rapport au deuxième trimestre 2010 imputable à la participation de Crédit Agricole S.A. au plan de sauvetage de la Grèce et à la poursuite de l'effort de provisionnement sur la filiale grecque (277 millions d'euros au deuxième trimestre 2011). Après une dépréciation de 359 millions d'euros de la valeur d'acquisition d'Emporiki, le résultat net part du Groupe ressort à 339 millions d'euros en baisse de 10,6 % par rapport au deuxième trimestre 2010.

Impacts non récurrents liés à la Grèce au deuxième trimestre 2011			
(en millions d'euros)	Avant impôt	Impact net	Impact net part du Groupe
Impact en coût du risque du plan de soutien à la Grèce	(202)	(165)	(146)
<i>dont Emporiki</i>	(71)*		
<i>dont assurance</i>	(131)		
Dépréciation de l'écart d'acquisition résiduel sur Emporiki	(359)	(359)	(359)
Impact en impôts de la dépréciation d'IDA** chez Emporiki	-	(148)	(135)
Impact total			(640)

* La dépréciation de - 71 m € correspond à 21 % de l'exposition brute en obligations d'Etat grec éligibles au plan de soutien

** Stock d'IDA au 31-12-2010 : 278 m €

LA STRUCTURE FINANCIERE

Au cours du premier semestre 2011, Crédit Agricole S.A. a renforcé sa solidité financière. Ainsi, les ratios de solvabilité ont poursuivi leur progression régulière, en ligne avec les objectifs du plan moyen terme « Engagement 2014 ». Le *Core Tier 1* s'établit au 30 juin 2011 à 8,9 %, soit une hausse de 50 points de base au premier semestre 2011. Le *Tier 1*, à 11,0 %, a augmenté de 40 points de base sur la même période.

Cette progression provient à la fois d'une baisse des emplois pondérés et d'une nette hausse des fonds propres durs. Ainsi, au 30 juin 2011, les emplois pondérés CRD de Crédit Agricole S.A. s'élèvent à 368,4 milliards d'euros, en baisse de 3,3 milliards d'euros (- 0,9 %) par rapport au 31 décembre 2010. Les risques pondérés liés à l'activité (hors traitement des CCI/CCA en emplois pondérés) baissent de 5,9 milliards d'euros dont - 3,8 milliards d'euros d'effet change principalement chez CA-CIB, et malgré l'intégration de nouvelles agences en Italie. Les risques pondérés liés aux CCI/CCA ont vocation à disparaître dans le cadre de la mise en place des garanties « Switch ». Les fonds propres *Core Tier 1* et *Tier 1*, avant déductions, progressent respectivement de 2,5 % et 1,4 % par rapport à fin 2010. Cette hausse significative provient du taux élevé de souscription au paiement en actions du dividende 2010.

Au total, le ratio CRD de Crédit Agricole S.A. s'établit à 13,0 %, en hausse de 20 points de base par rapport au 31 décembre 2010.

Le ratio CRD du groupe Crédit Agricole s'élève, quant à lui, à 11,8 % à fin juin 2011 dont 9,1 % pour le *Core Tier 1* et 10,5 % pour le *Tier 1*. Non floorés, ces ratios s'établissent respectivement à 13,8 %, 10,4 % et 11,9 %.

En matière de refinancement long terme, le programme 2011 de 27 milliards d'euros est en passe d'être achevé avec une composante marché réalisée à 90 % et une composante réseau réalisée à 71 %. Au total, le Groupe a levé 23,3 milliards d'euros, soit 86 % du programme annuel, avec une durée moyenne de 6,5 ans et un *spread* moyen compétitif de 79 points de base contre swap 6 mois.

Face à la crise actuelle de liquidité, les refinancements court terme ont été résistants, démontrant les avantages d'un modèle très diversifié et très capillaire (avec plus de 25 trésoreries dans le monde, hors France). L'accès au dollar est également largement diversifié sur l'Asie et le Moyen-Orient ; il est constamment supérieur aux besoins commerciaux long terme en dollars US. Enfin, la dépendance à la trésorerie en dollars US est limitée à 36 milliards de dollars (25 milliards d'euros), sans rapport avec les réserves de liquidité disponibles (plus de 120 milliards d'euros à fin juillet 2011).

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. POLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1
Résultat net mis en équivalence (à 25 %)	184	+ 3,9 %	411	+ 7,5 %
Variation de quote-part dans les réserves	16	ns	163	+ 23,6 %
Quote-part de résultats des mises en équivalence	200	+ 9,9 %	574	+ 11,7 %
Résultat net part du Groupe	200	+ 9,9 %	574	+ 11,7 %

La contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. est en hausse de 11,7 % au premier semestre 2011 par rapport à 2010 : elle s'établit à 574 millions d'euros.

Au cours du premier semestre 2011, l'activité des Caisses régionales a été soutenue grâce à une dynamique commerciale forte, tout en respectant une croissance équilibrée des crédits et de la collecte de bilan. Ainsi, en ce qui concerne la conquête, les ouvertures de DAV ont quasiment doublé sur un an. Ce trimestre a vu le lancement de *Kwixo*, nouvelle solution de paiement et de transfert d'argent à distance via le téléphone mobile ou Internet, sans coordonnées bancaires.

En ce qui concerne les **crédits**, la croissance des encours est de 5,1 % sur un an ; elle se stabilise au premier semestre 2011 par rapport à décembre 2010. Ainsi, les Caisses régionales ont renforcé leur présence dans le financement de l'économie alors que les encours Habitat progressent de 7,0 % sur un an grâce à une conjoncture de taux plus favorable aux acquéreurs que sur la même période de 2010, se traduisant par le maintien d'un niveau de réalisation élevé malgré une base 2010 exceptionnellement élevée.

Dans le domaine de la **collecte**, la progression des encours s'élève à 3,9 % sur un an, portée par le dynamisme de la collecte de bilan, en hausse de 5,0 % sur cette période. Cette forte progression provient de l'accélération de la progression de la collecte d'épargne (+ 6,2 % sur un an), tirée par les livrets, tandis que la progression des encours de dépôts à vue des particuliers ralentit. La collecte hors-bilan se redresse quant à elle, grâce à la stabilisation des valeurs mobilières au cours du premier semestre 2011, la poursuite de la progression de l'assurance-vie tandis que la décollecte sur les OPCVM monétaires continue de peser.

Cette dynamique commerciale se traduit par la progression sur un an de 3,7 % du **produit net bancaire**² qui s'établit à 6 841 millions d'euros au premier semestre 2011 (le produit net bancaire clientèle progresse de 2,7 % au premier semestre 2011 par rapport à 2010 et de 1,9 % hors épargne-logement). Les commissions progressent de 1,3 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre de 2010 grâce au dynamisme de la conquête et aux bonnes performances de l'assurance. Les commissions sur valeurs mobilières restent pénalisées par la volatilité des marchés financiers.

Le coefficient d'exploitation hors projet informatique NICE est en baisse de 0,6 point au premier semestre par rapport à 2010, la progression des charges hors NICE étant de 2,5 % au premier semestre 2011 par rapport à 2010.

Le **coût du risque** est en baisse de 5,6 % au premier semestre par rapport à 2010 malgré la forte dotation en provisions collectives ; il s'établit à 48 points de base sur encours. Le taux de couverture y compris provisions collectives s'établit à 109,8 %, en hausse de 3,9 points sur un an. Hors provisions collectives, il s'établit à 67,9 %, stable sur un an.

Au total, au premier semestre 2011, le **résultat d'exploitation** s'élève à 2 352 millions d'euros, en hausse de 7,4 % par rapport au premier semestre 2010.

² PNB retraité des opérations intragroupe (y compris dividendes de Crédit Agricole S.A. perçus par les Caisses régionales)

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2*	S1-11	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	980	(1,1 %)	1 968	+ 1,5 %
Charges d'exploitation	(623)	(0,5 %)	(1 235)	(1,2 %)
Résultat brut d'exploitation	357	(2,1 %)	733	+ 6,4 %
Coût du risque	(75)	(8,7 %)	(155)	(13,4 %)
Résultat d'exploitation	282	(0,1 %)	578	+ 13,4 %
Résultat net part du Groupe	184	(1,9 %)	380	+ 11,9 %

* A partir du T1-11, reclassement de charges en PNB concernant les moyens de paiements

Au premier semestre 2011, grâce à une activité commerciale dynamique et un coût du risque en baisse, LCL continue d'afficher de bons résultats. A 380 millions d'euros, le **résultat net part du Groupe** du semestre enregistre une progression de 11,9 % par rapport au premier semestre 2010.

Le **produit net bancaire** s'établit à 1 968 millions d'euros au premier semestre 2011 en hausse de 1,5 % par rapport au premier semestre 2010. Cette progression des revenus s'explique par la croissance des commissions, notamment les commissions d'assurance dommages et emprunteurs qui progressent de 7,5 % et des commissions liées aux crédits immobiliers et entreprises qui augmentent de 32,2 % par rapport au premier semestre 2010. Les marges d'intérêts continuent également d'évoluer favorablement grâce à la bonne tenue des marges liées aux activités de crédits, et malgré la hausse des coûts de refinancement dans un contexte de marché difficile.

Les **charges d'exploitation** sont toujours bien maîtrisées avec une baisse de 1,2 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010 et de 0,5 % au deuxième trimestre 2011 par rapport au même trimestre de l'année 2010.

Le **résultat brut d'exploitation** du semestre ressort à 733 millions d'euros, en hausse de 6,4 % au premier semestre 2011 par rapport à 2010.

Le **coût du risque** est, quant à lui, en forte baisse avec une amélioration de 13,4 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010. Le taux de créances douteuses et litigieuses global s'établit à 2,4 % et enregistre une baisse de 0,4 point sur un an. Le taux de couverture (y compris provisions collectives), à un niveau déjà élevé, progresse de 3,8 points pour atteindre 76,1 % au 30 juin 2011 (96,7 % sur les entreprises).

L'activité commerciale reste, quant à elle, soutenue avec des indicateurs d'activité qui évoluent favorablement. Le lancement de *Kwixo*, nouvelle solution de paiement et de transfert d'argent à distance, et du « Compte à Taux Progressif PRO » exclusivement dédié à la clientèle des professionnels, dynamisent l'offre commerciale.

LCL continue d'avoir une participation active dans le financement des ménages et des entreprises. Les **encours de crédit** augmentent ainsi de 11,4 % sur un an, portés par les crédits à l'habitat dont la forte production permet aux encours de progresser de 17,5 %, et par l'activité entreprises dont les encours progressent de 7,4 %.

Les **encours de collecte de bilan** augmentent également à un rythme élevé (+ 8,8 % sur un an) grâce à une production quatre fois supérieure à celle du premier semestre 2010. Les encours de collecte globaux progressent quant à eux de 4,2 % sur la même période. Par ailleurs, le lancement en avril 2011 d'une émission obligataire de 390 millions d'euros a connu un fort succès et les deux nouveaux emprunts obligataires lancés en juin 2011 ont reçu le même accueil.

2. POLE BANQUE DE PROXIMITE A L'INTERNATIONAL

Les résultats du pôle Banque de proximité à l'international sont marqués ce trimestre par les conséquences de la dégradation de la situation en Grèce, la participation d'Emporiki Bank au plan de soutien à la Grèce et l'intégration dans les comptes des 96 agences italiennes acquises auprès d'Intesa Sanpaolo.

Le **résultat net part du Groupe** du pôle enregistre ainsi une perte de 754 millions d'euros au premier semestre 2011, dont 695 millions d'euros au titre du deuxième trimestre.

Hors Emporiki, le résultat net part du Groupe s'établit à 163 millions d'euros pour le semestre dont + 83 millions d'euros pour le deuxième trimestre, en hausse de 18,8 % par rapport au deuxième trimestre 2010. Le produit net bancaire du semestre enregistre une croissance de 6,2 % par rapport au premier semestre 2010 grâce à l'intégration des 76 agences du réseau Carispezia au premier trimestre et à l'intégration des 96 agences acquises auprès d'Intesa Sanpaolo au deuxième trimestre 2011. Hors effet périmètre, le produit net bancaire du semestre progresse de 0,5 % sur un an tandis que les charges d'exploitation, retraitées des coûts d'intégration (27 millions d'euros sur le semestre), restent bien maîtrisées à + 1,1 % par rapport au premier semestre 2010. Au total, le résultat brut d'exploitation du semestre, retraité de l'effet périmètre et des coûts d'intégration, reste stable à - 0,5 % sur un an malgré une augmentation du coût de la collecte qui pèse notamment sur le produit net bancaire en Grèce.

Hors Emporiki, l'équilibre entre la collecte de bilan et les crédits du pôle se maintient, grâce notamment à l'intégration des nouvelles agences italiennes. Le coût du risque enregistre quant à lui une forte baisse avec une évolution néanmoins contrastée. Si le coût du risque s'améliore en Europe, il se stabilise en Afrique du Nord notamment en Egypte et au Maroc. Hors Emporiki, le coût du risque, à 186 millions d'euros au premier semestre 2011, baisse de 9,0 % par rapport au premier semestre 2010 et de 8,2 % au deuxième trimestre 2011 par rapport au premier trimestre 2011.

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1	Variation S1/S1*
Produit net bancaire	754	+ 2,5 %	1 527	+ 4,7 %	+ 6,2 %
Charges d'exploitation	(517)	-	(1 012)	+ 1,7 %	+ 11,4 %
Résultat brut d'exploitation	237	+ 8,4 %	515	+ 11,2 %	(2,2 %)
Coût du risque	(437)	+ 3,3 %	(755)	(2,4 %)	(9,0 %)
Résultat d'exploitation	(200)	(2,2 %)	(240)	(22,7 %)	+ 4,3 %
Sociétés mises en équivalence	27	+ 7,9 %	55	(23,6 %)	(23,6 %)
Dépréciation des écarts d'acquisition	(359)	(14,1 %)	(359)	(14,1 %)	ns
Résultat avant impôts	(532)	(11,0 %)	(544)	(17,2 %)	(2,7 %)
Impôts	(197)	x 3,8	(246)	x 2,6	+ 4,1 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	13	x 4,0	14	+ 90,4 %	+ 90,4 %
Résultat net part du Groupe	(695)	+ 8,0 %	(754)	+ 1,9 %	+ 3,2 %

* Hors Emporiki

En Italie, le groupe Cariparma poursuit son développement malgré un contexte économique difficile et confirme sa rentabilité. Après l'intégration réussie de Cassa di Risparmio della Spezia (ou Carispe) et son réseau de 76 agences au premier trimestre, le Groupe consolide au deuxième trimestre les 96 agences situées principalement dans les régions de Lombardie, Latium, Toscane et Vénétie acquises auprès d'Intesa Sanpaolo. Cette opération a pour conséquence un apport de liquidité (collecte moins crédits) de l'ordre de 1,6 milliard d'euros et l'intégration de près de 200 000 nouveaux clients. Les encours de crédit et de collecte bilan continuent ainsi de croître et s'établissent respectivement à 33,2 milliards d'euros et 32,8 milliards d'euros au 30 juin 2011.

Ce dynamisme conduit Cariparma à enregistrer au premier semestre 2011 un produit net bancaire de 786 millions d'euros, en hausse de 12,7 % par rapport au premier semestre 2010 dont 8,9 % d'effet périmètre lié à l'intégration des 172 nouvelles agences italiennes. Hors effet périmètre, la croissance du produit net bancaire est particulièrement le fait des commissions qui bénéficient des synergies avec le Groupe dans les domaines à la fois de la gestion d'actifs (+ 1,5 milliard d'euros de placements de collecte gérée) et de l'assurance dommages et emprunteurs dont les revenus ont augmenté de près de 45 %.

Les charges d'exploitation de la période sont également fortement impactées par les coûts d'intégration de Carispezia et des nouvelles agences italiennes qui s'élèvent à 27 millions d'euros sur le semestre 2011 dont 18 millions d'euros pour le deuxième trimestre. Les charges d'exploitation, qui facialement augmentent de 18,8 % sur le premier semestre 2011 et de 22,4 % sur le deuxième trimestre 2011 par rapport aux mêmes périodes de l'année 2010, ne progressent respectivement que de 2,1 % et 0,7 % hors effet périmètre et coûts d'intégration.

Le coût du risque, à 108 millions d'euros sur le semestre, reste quant à lui contenu malgré la progression des encours. Le niveau des contentieux « sofferenze » reste inférieur au marché, à 1,5 % pour le groupe Cariparma contre 2,6 % pour le marché³. Au total, la contribution de Cariparma au résultat net part du Groupe s'établit à 80 millions d'euros sur le semestre dont 39 millions d'euros au titre du deuxième trimestre 2011.

En **Grèce**, Emporiki poursuit la politique de refinancement mise en place depuis le début de l'année afin de se procurer d'avantage de ressources propres et réduire ainsi son refinancement auprès de Crédit Agricole S.A.

Ainsi, au travers d'une politique proactive sur le marché de la collecte, Emporiki parvient à limiter le niveau de refinancement accordé par le Groupe et à endiguer la baisse de ses dépôts. Les encours de collecte sont stables sur le deuxième trimestre 2011 dans un marché en décollecte et la part de marché progresse ainsi de 0,3 point depuis le début de l'année. Emporiki a pour cela recours à des sources alternatives de collecte comme l'émission d'EMTN et de certificats de dépôts. Elle parvient également à limiter la fuite des dépôts en versant une meilleure rémunération sur ses comptes à terme et a eu recours, en juillet 2011, à la BCE pour 0,5 milliard d'euros.

Pour le premier semestre 2011, le produit net bancaire s'établit à 366 millions d'euros en hausse de 0,4 % par rapport au premier semestre 2010. Cette moindre performance traduit la dégradation de l'environnement économique en Grèce et l'augmentation des coûts de refinancement liée à la concurrence croissante que se livrent les banques sur le marché de la collecte. Les charges d'exploitation sont en baisse significative (- 18,4 % entre le premier semestre 2011 et le premier semestre 2010) du fait principalement de charges exceptionnelles enregistrées au deuxième trimestre 2010 (44 millions d'euros) au titre de la politique de départs aidés. Le résultat brut d'exploitation progresse ainsi grâce aux économies de charges.

Le coût du risque du semestre s'établit à niveau identique à celui du premier semestre 2010 à savoir 569 millions d'euros dont 348 millions d'euros au titre du deuxième trimestre 2011 et ce malgré des actions de recouvrement qui portent leurs fruits. Ce montant tient cependant compte de la participation d'Emporiki Bank au plan de soutien à la Grèce qui a pour conséquence une dépréciation exceptionnelle du portefeuille d'obligations d'Etat grecs pour 71 millions d'euros soit 21 % de l'exposition brute. Retraité de ce montant, le coût du risque, quoiqu'à un niveau qui reste élevé, est en baisse de 12,6 % par rapport au premier semestre 2010. La charge d'impôt est également impactée par une charge exceptionnelle de 148 millions d'euros liée à la dépréciation du stock d'impôts différés actifs dont le montant était de 278 millions d'euros au 31 décembre 2010.

Hors dépréciation de l'écart d'acquisition résiduel d'Emporiki dans les comptes de Crédit Agricole S.A. pour 359 millions d'euros, le résultat net part du Groupe d'Emporiki dans les comptes de Crédit Agricole S.A. s'établit à - 557 millions d'euros sur le semestre 2011, dont - 418 millions d'euros sur le deuxième trimestre.

³ Source ABI Monthly outlook Juin 2011

3. POLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1
Produit net bancaire	996	+ 0,3 %	1 999	+ 1,2 %
Charges d'exploitation	(427)	(1,6 %)	(848)	(1,8 %)
Résultat brut d'exploitation	569	+ 1,7 %	1 151	+ 3,4 %
Coût du risque	(360)	+ 7,3 %	(677)	+ 2,1 %
Résultat d'exploitation	209	(6,7 %)	474	+ 5,4 %
Sociétés mises en équivalence	4	+ 68,0 %	7	+ 28,1 %
Résultat avant impôts	213	(6,0 %)	481	+ 5,5 %
Résultat net part du Groupe	138	+ 8,8 %	298	+ 17,6 %

Au cours du premier semestre 2011, le pôle Services financiers spécialisés a continué à démontrer sa capacité à générer des résultats élevés.

La politique volontariste d'amélioration de l'efficacité opérationnelle du pôle a été poursuivie. Ainsi, le produit net bancaire a augmenté de 1,2 % par rapport au premier semestre 2010. Dans le même temps, les charges ont baissé de 1,8 %.

Le coût du risque s'est inscrit en hausse de 2,1 % au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010, notamment en raison de l'actualisation des paramètres de provisionnement. L'amélioration du résultat brut d'exploitation fait plus que compenser cette augmentation du coût du risque. Le coefficient d'intermédiation s'améliore ainsi de nouveau de 1,0 point par rapport au premier semestre 2010, à 76,3 %.

Au total, le résultat net part du Groupe du pôle s'élève à 298 millions d'euros au premier semestre 2011, en hausse de 17,6 % par rapport au premier semestre 2010.

En **crédit à la consommation**, la contribution de ce métier n'a pas été obérée par la décélération de l'activité. Son résultat net sur le premier semestre 2011 s'inscrit en effet en hausse de 11,5 % par rapport au premier semestre 2010, à 277 millions d'euros.

L'activité du métier a montré des signes de ralentissement avec une croissance des encours gérés limitée à 1,1 % sur un an. En France comme en Italie, le deuxième trimestre a, en effet, été caractérisé par l'amorce d'une baisse de la consommation privée des ménages dans un contexte de ralentissement économique. En France, l'entrée en application des dernières dispositions de la Loi crédit à la consommation et l'arrêt des bonifications fiscales sur les économies d'énergie ont également freiné l'activité au deuxième trimestre 2011. En revanche, le segment automobile a bien résisté. En Italie, le marché automobile a, au contraire, subi une contraction. Ces différents facteurs ont impacté la production de crédits à la consommation dans ces deux pays. A fin juin 2011, les encours gérés atteignaient ainsi 30,1 milliards d'euros en France, soit une hausse de 0,5 % par rapport à fin juin 2010. Ils s'élevaient à 28,0 milliards en Italie, en recul de 1,7 % sur un an. Les autres pays d'implantation contribuaient pour 20,3 milliards d'euros aux encours gérés, une hausse de 6,0 % sur un an, portée par le dynamisme des filiales en Allemagne, au Maroc et en Suède, alors que la filiale grecque subissait un très fort ralentissement.

Dans ce contexte de croissance économique faible, le métier a renforcé son efficacité opérationnelle. Au premier semestre 2011, le produit net bancaire est ainsi en hausse de 0,8 % par rapport au premier semestre 2010 grâce à une politique volontariste de maintien des marges. Les charges s'inscrivent en baisse de 0,8 %. Le coefficient d'exploitation baisse ainsi de 0,6 point par rapport au premier semestre 2010, à 39,7 %.

Le coût du risque est en hausse modérée, de 1,5 % par rapport au premier semestre 2010. En point de base, il est quasi stable, s'établissant à 229 points de base au premier semestre 2011 contre 226 au premier semestre 2010. L'actualisation des paramètres de provisionnement est en large partie à la source de cette évolution.

En **crédit-bail et affacturage**, la baisse limitée du résultat net (- 1,7 % par rapport au premier semestre 2010), à 45 millions d'euros, masque des évolutions différenciées pour les deux métiers.

Les résultats du crédit-bail sont affectés par un contexte difficile. En France, la progression des encours gérés de 8,0 % sur un an, à 15,6 milliards d'euros au 30 juin 2011, soutient les résultats, malgré une production en recul. Les résultats de l'international sont affectés par 20 millions d'euros de coût du risque passés sur Emporiki leasing au deuxième trimestre 2011 en raison du contexte économique grec.

L'affacturage, en revanche, a connu un excellent trimestre. L'activité a fortement progressé tant en France qu'à l'international, à partir d'une base 2010 faible. Au 30 juin 2011, le chiffre d'affaires factoré s'établit à 32,2 milliards d'euros, dont 19,0 milliards d'euros sur la France, contre 27,4 milliards d'euros au 30 juin 2010. La baisse des charges conjuguée à la très bonne maîtrise du risque permet au coefficient d'intermédiation de s'inscrire en recul de 6,7 points par rapport au premier semestre 2010, à 63,4 %.

Au total, le produit net bancaire du premier semestre 2011 est en hausse de 3,5 % par rapport au premier semestre 2010, porté par le dynamisme de l'activité en affacturage. Les charges restent maîtrisées, la hausse observée étant en-deçà de celle du produit net bancaire. Le coefficient d'exploitation est ainsi stable par rapport au premier semestre 2010 et s'établit à 58,5 %. Le coût du risque reste bien maîtrisé : il est en baisse de 33,3 % par rapport au premier semestre 2010 hors Emporiki Leasing.

4. POLE GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES ET BANQUE PRIVÉE

Au cours du premier semestre 2011, le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée a confirmé sa capacité de résistance dans un contexte de marché difficile. Il constitue une source majeure de revenus élevés et récurrents pour le Groupe.

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1
Produit net bancaire	1 334	+ 2,7 %	2 646	+ 6,6 %
Charges d'exploitation	(626)	(4,4 %)	(1 240)	(2,4 %)
Résultat brut d'exploitation	708	+ 9,8 %	1 406	+ 16,0 %
Coût du risque	(124)	ns	(110)	ns
Résultat d'exploitation	584	(7,3 %)	1 296	+ 8,3 %
Sociétés mises en équivalence	2	ns	5	ns
Résultat net sur autres actifs et variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	586	(7,4 %)	1 301	+ 8,7 %
Résultat net part du Groupe	347	(11,5 %)	790	+ 6,6 %

Au 30 juin 2011, les encours gérés atteignent 1 066 milliards d'euros (860 milliards d'euros hors double compte), en hausse de 3,0 % sur un an. La collecte nette sur le semestre s'élève à 16,8 milliards d'euros.

Le résultat net part du Groupe du pôle progresse de 6,6 % au premier semestre 2011, reflétant notamment une belle performance opérationnelle. Le produit net bancaire, à 2 646 millions d'euros, est en hausse de 6,6 %. Il est soutenu en particulier par la performance enregistrée dans l'assurance, notamment en dommages. Dans le même temps, les charges d'exploitation s'élèvent à 1 240 millions d'euros, en recul de 2,4 %. Cette baisse provient pour l'essentiel de la gestion d'actifs dont les charges diminuent de 12,7 % par rapport au 1^{er} semestre 2010 qui intégrait à hauteur de 57 millions d'euros les coûts de restructuration chez Amundi. Le résultat brut d'exploitation, à 1 406 millions d'euros, est en augmentation de 16,0 %. Le coût du risque atteint 110 millions d'euros, à comparer à 17 millions au premier semestre 2010, intégrant la participation de Crédit Agricole Assurances au plan de soutien à la Grèce.

Au total, la contribution du pôle au résultat net part du Groupe s'élève à 790 millions d'euros.

Dans le domaine de la **Gestion d'actifs**, intégrant Amundi et les activités de gestion de la BFT (rachetées au 1^{er} juillet 2011 par Amundi), la croissance de l'activité s'est poursuivie malgré un contexte de marché difficile. Les actifs sous gestion s'élèvent à 712,2 milliards d'euros au 30 juin 2011, contre 710,3 milliards au 31 décembre 2010. Cette augmentation résulte d'une collecte nette de 1,7 milliard d'euros, d'un effet marché positif de 3,4 milliards d'euros et d'un effet de change négatif de 3,2 milliards d'euros. La décollecte monétaire (- 4,8 milliards d'euros sur le semestre) reste largement compensée par la collecte d'actifs longs, positive de 6,5 milliards d'euros. Celle-ci est tirée par la clientèle institutionnelle en France et à l'international, ainsi que par l'épargne entreprise. Ce semestre confirme ainsi le renforcement du positionnement concurrentiel d'Amundi, qui voit progresser sa part de marché sur les OPCVM distribués en France, à 25,2 % fin juin 2011, contre 24,7 % fin décembre 2010 (source : Europerformance NMO, juin 2011 - périmètre : fonds ouverts domiciliés en France, hors mandats et dédiés). Avec plusieurs appels d'offres remportés, Amundi se renforce également en Europe, au Moyen-Orient et en Asie.

Le résultat net part du Groupe atteint 180 millions d'euros pour le premier semestre 2011, en hausse de 25,9 % par rapport au premier semestre 2010. Le produit net bancaire témoigne d'une bonne résistance, avec une baisse limitée à 2,7 % pour le premier semestre 2011, grâce à une hausse de 4 % des commissions de gestion fixes et malgré la baisse des commissions de surperformance due aux conditions de marché. En parallèle, les charges d'exploitation enregistrent une forte baisse (- 12,7 %), matérialisant la réalisation des synergies issues de la fusion. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi au niveau très performant de 54,7 %, stable par rapport au premier semestre 2010 (hors les coûts de restructuration qui s'établissaient à 41 millions au deuxième trimestre 2010 et 57 millions pour l'ensemble du premier semestre 2010).

En ce qui concerne les **Services financiers aux institutionnels**, le métier enregistre au premier semestre des résultats satisfaisants. Globalement, les encours restent stables, le développement commercial soutenu compensant la décollecte des fonds monétaires. Les encours conservés passent de 2 379 milliards d'euros au 31 décembre 2010 à 2 399 milliards d'euros au 30 juin 2011, et enregistrent une hausse de 3,1 % sur un an. Les encours conservés à l'international progressent de 5 % au premier semestre 2011. Les encours administrés s'inscrivent, quant à eux, en recul de 4,5 % sur un an, atteignant 1 076 milliards d'euros au 30 juin 2011.

Dans ce contexte, les résultats sont satisfaisants avec un produit net bancaire et un résultat brut d'exploitation quasi stables (respectivement + 0,3 % et + 1,6 %) au premier semestre 2011 par rapport au premier semestre 2010. Grâce à la maîtrise des charges, en baisse de 0,3 % par rapport au premier semestre 2010, le coefficient d'exploitation se maintient parmi les meilleurs de l'industrie, à 70,2 %, en baisse de 0,3 point par rapport au premier semestre 2010. Au total, le résultat net part du Groupe est quasi-stable au premier semestre 2011, à 64 millions d'euros.

En **Banque privée**, le métier enregistre une collecte nette de 2,3 milliards d'euros sur le semestre dont près de la moitié engrangée sur la clientèle internationale, ainsi qu'un effet marché favorable (1,4 milliard d'euros) qui ne suffit cependant pas à compenser un effet change négatif (- 1,6 milliard d'euros). Au 30 juin 2011, les actifs gérés (hors Caisses régionales) s'établissent ainsi à 131,1 milliards d'euros, en hausse de 7,6 % par rapport au premier semestre 2010. Les encours à l'international représentent 71,9 milliards d'euros à fin juin 2011, en progression de 6,7 % en un an.

Le résultat net du semestre, à 72 millions d'euros, marque une hausse de 5,7 % par rapport au premier semestre 2010. Cette bonne performance est tirée par la croissance du produit net bancaire qui atteint 7,8 % sur un an, grâce

notamment à l'évolution positive des commissions due à la hausse des encours. Le coefficient d'exploitation s'établit à 73,9 % à fin juin 2011.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 14,8 milliards d'euros au 30 juin 2011.

L'assurance-vie en France a fait preuve d'une bonne résistance : à 10,8 milliards d'euros pour les six premiers mois de 2011, le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de seulement 10 % à périmètre constant contre 11 % pour le marché. Le total d'encours gérés augmente de 5 % par rapport au premier semestre 2010 pour atteindre 223 milliards d'euros, dont 42 millions d'euros pour les contrats en unités de comptes qui représentent 19 % des encours au terme du premier semestre 2011.

A périmètre constant, l'assurance dommages en France enregistre au premier semestre 2011 une croissance de 12 % de son chiffre d'affaires, largement supérieure à celle du marché⁴. Il s'élève à 1,4 milliard d'euros au 30 juin 2011 et résulte tant du développement du portefeuille de contrats (dont le nombre augmente de 7 % en un an) que des révisions tarifaires effectuées suite aux sinistralités importantes en 2009 et 2010.

A l'international, l'activité se maintient à un niveau stable en Italie – performance très satisfaisante alors même que le marché italien accuse une baisse de 26 % entre juin 2010 et juin 2011. L'activité ralentit au Luxembourg du fait d'une concurrence accrue sur les produits haut de gamme et est fortement pénalisée au Portugal par la dégradation du contexte économique et financier. Le chiffre d'affaires total à l'international s'établit ainsi à un peu moins de 2 milliards d'euros à fin juin 2011, en nette baisse par rapport à l'année précédente.

L'activité assurance emprunteurs connaît une forte croissance en France grâce au développement continu du partenariat avec LCL et au lancement d'une nouvelle gamme individuelle, alors qu'à l'international, l'activité connaît un ralentissement sur le marché de l'assurance de crédit automobile en Italie et en Allemagne. Globalement, le chiffre d'affaires de cette activité progresse de 15 % à 530 millions d'euros pour le premier semestre 2011.

Le résultat brut d'exploitation du métier Assurances affiche ainsi une belle croissance de 21,3 % entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011, sous les effets conjugués de la croissance poursuivie des encours gérés en assurance-vie, de l'amélioration de la sinistralité en assurance dommages et de la maîtrise continue des charges. En amélioration de 3,2 points en un an, le coefficient d'exploitation s'établit à 24,9 % pour le premier semestre 2011.

Le résultat net du pôle Assurances s'élève à 473 millions d'euros au premier semestre 2011, stable par rapport au premier semestre de l'année précédente. Il est en effet impacté, au deuxième trimestre 2011, par une charge ponctuelle liée à la participation de Crédit Agricole Assurances au plan de soutien à la Grèce. L'impact de la participation de Crédit Agricole Assurances au plan de soutien de la Grèce s'élève en coût du risque à 131 millions d'euros.

Par ailleurs, dans le cadre des stress tests menés par l'EIOPA sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2010, Crédit Agricole Assurances a confirmé sa capacité à couvrir les besoins Solvency II sur la base de ses fonds propres actuels.

5. POLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Les résultats du premier semestre 2011 de Crédit Agricole CIB sont en ligne avec les objectifs du plan stratégique présenté en mars 2011.

Dans un contexte dégradé au deuxième trimestre 2011, le résultat net part du Groupe s'élève ainsi à 321 millions d'euros pour les activités pérennes retraitées de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts. L'activité de la banque de financement a été maintenue à un niveau élevé, dans la continuité des trimestres précédents. Le

⁴ Données FFSA

contexte macroéconomique perturbé a en revanche pénalisé les activités de marché. Par ailleurs, les charges sont restées maîtrisées. Hors effet des taxes « systémiques », elles s'inscrivent en effet en légère baisse par rapport au deuxième trimestre 2010. Le coefficient d'exploitation reste ainsi proche de 60 % sur le premier semestre. Le coût du risque a, quant à lui, été impacté par des provisions collectives sur le Yémen après un premier trimestre intégrant des provisions collectives sur la zone Moyen-Orient.

Les activités en cours d'arrêt n'ont pesé que pour 48 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2011.

(en millions d'euros)	T2-11 Activités pérennes*	Variation T2/T2 Activités pérennes*	S1-11 Activités pérennes*	Variation S1/S1 Activités pérennes*
Produit net bancaire	1 361	(5,5 %)	2 917	(1,6 %)
Charges d'exploitation	(858)	+ 1,2 %	(1 759)	+ 6,5 %
Résultat brut d'exploitation	503	(15,0 %)	1 158	(11,7 %)
Coût du risque	(63)	+ 65,8 %	(136)	(26,5 %)
Résultat net part du Groupe	321	(19,9 %)	709	(13,5 %)

* Retraité de la réévaluation de la dette et des couvertures de prêts

Banque de financement

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1
Produit net bancaire	646	(1,8 %)	1 286	(1,7 %)
Charges d'exploitation	(235)	+ 7,8 %	(457)	+ 8,8 %
Résultat brut d'exploitation	411	(6,6 %)	829	(6,7 %)
Coût du risque	(51)	x 2,0	(130)	(17,2 %)
Résultat d'exploitation	360	(13,1 %)	699	(4,5 %)
Sociétés mises en équivalence	35	(11,0 %)	69	(4,4 %)
Résultat net sur autres actifs	(9)	ns	(8)	ns
Résultat avant impôts	386	(15,0 %)	760	(5,6 %)
Impôts	(116)	(11,7 %)	(259)	+ 14,5 %
Résultat net	270	(16,4 %)	501	(13,4 %)

Au deuxième trimestre 2011, la banque de financement dégage des niveaux de revenus comparables aux trimestres précédents. Le produit net bancaire s'élève ainsi à 646 millions d'euros, en légère baisse de 1,8 % par rapport au deuxième trimestre 2010.

D'une part, les financements structurés affichent un produit net bancaire de 393 millions d'euros sur le deuxième trimestre, soit une hausse de près de 3 % par rapport au deuxième trimestre 2010. Ces activités continuent de bénéficier de la bonne production de 2010 sur tous les segments. De plus, le financement transactionnel de matières premières délivre des performances notables, notamment en raison de la hausse du cours du pétrole. Enfin, le dynamisme des financements de projet permet à Crédit Agricole CIB de passer de la troisième à la première place⁵ sur les transactions portant sur la zone Europe – Moyen Orient – Afrique.

⁵ Source : Thomson Financial

D'autre part, la banque commerciale parvient à conserver des niveaux de revenus élevés malgré le contexte de pression sur les marges. Le produit net bancaire atteint ainsi 247 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2011, un repli de 17 % par rapport au deuxième trimestre 2010 mais une hausse de 6 % par rapport au premier trimestre 2011. Dans la syndication, Crédit Agricole CIB occupe la première place en France, passe de la sixième à la première place en Amérique latine et de la septième à la première place en Europe de l'Est⁶.

Les couvertures de prêts génèrent par ailleurs un produit net bancaire positif de 6 millions d'euros au deuxième trimestre 2011.

Le coût du risque, à 51 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2011, représente 17 points de base des encours de crédit à la clientèle (chiffre annualisé). Les dotations ont été constituées essentiellement de provisions collectives sur le Yémen. Le stock de provisions collectives s'élève ainsi à 1,5 milliard d'euros au 30 juin 2011.

Au total, le résultat net de la banque de financement atteint 270 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2011.

Banque de marchés et d'investissement

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1
Produit net bancaire	803	(12,4 %)	1 681	(2,7 %)
Charges d'exploitation	(623)	(1,0 %)	(1 302)	+ 5,7 %
Résultat brut d'exploitation	180	(37,3 %)	379	(23,6 %)
Coût du risque	(12)	(0,0 %)	(6)	(77,4 %)
Résultat d'exploitation	168	(39,0 %)	373	(20,5 %)
Sociétés mises en équivalence	(1)	ns	(1)	ns
Résultat net sur autres actifs	0	ns	2	ns
Résultat avant impôts	167	(38,8 %)	374	(20,2 %)
Impôts	(56)	(38,7 %)	(125)	(16,7 %)
Résultat net	111	(38,8 %)	249	(21,8 %)

Les revenus de la banque de marchés et d'investissement s'inscrivent en retrait dans un environnement agité. Ils s'élèvent à 803 millions d'euros, soit une baisse de 12,4 % par rapport au deuxième trimestre 2010.

Le pôle *Fixed Income* voit son activité perturbée par le regain de tension sur les marchés de dettes. Après un bon premier trimestre, les activités de dérivés de taux ainsi que les activités obligataires ont été particulièrement pénalisées. En revanche, les revenus commerciaux demeurent à des niveaux satisfaisants. Les revenus du pôle se montent ainsi à 371 millions d'euros, une hausse de 3 % par rapport au deuxième trimestre 2010.

Le pôle actions se trouve quant à lui pénalisé par le net ralentissement de l'activité de courtage. La chute des volumes de transaction en Europe comme en Asie a fortement marqué cette activité. En revanche, la banque d'investissement a connu un excellent trimestre. L'activité primaire actions s'est montrée particulièrement dynamique. Crédit Agricole CIB a ainsi réalisé avec succès l'introduction en bourse de Prada S.p.A. au tableau principal de la Bourse de Hong Kong. Par ailleurs, Crédit Agricole CIB et CITICS ont annoncé avoir trouvé un accord dans lequel CITICS va se porter acquéreur de 19,9 % du capital de CLSA ainsi que de 19,9 % du capital de CA Cheuvreux.

⁶ Source : Thomson Financial

Le produit net bancaire lié à la réévaluation de la dette s'est élevé à + 82 millions d'euros sur le deuxième trimestre.

En dépit du contexte spécifique lié à la crise sur la dette souveraine européenne, la VaR est restée maîtrisée et revient vers ses niveaux les plus bas.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1
Produit net bancaire	(24)	(80,2 %)	3	ns
Charges d'exploitation	(27)	+ 0,0 %	(50)	(3,8 %)
Résultat brut d'exploitation	(51)	(65,5 %)	(47)	(86,8 %)
Coût du risque	(21)	(72,7 %)	(78)	(64,1 %)
Résultat avant impôts	(72)	(68,0 %)	(125)	(78,1 %)
Impôts	23	(62,9 %)	42	(76,9 %)
Résultat net	(49)	(69,9 %)	(83)	(78,7 %)

L'impact des activités en cours d'arrêt reste limité. La perte (part du Groupe) s'élève à 48 millions d'euros sur le deuxième trimestre 2011. Le produit net bancaire des CDO, ABS et CLO s'établit à - 3 millions d'euros, alors que le coût du risque afférent est de 21 millions d'euros. Les impacts de l'activité de corrélation continuent de rester limités conformément au plan de stabilisation et se montent à une perte de 32 millions d'euros. Les dérivés exotiques actions continuent à générer des revenus légèrement positifs, pour 10 millions d'euros au deuxième trimestre.

6. COMPTE PROPRE ET DIVERS

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1
Produit net bancaire	43	ns	(275)	(16,5 %)
Charges d'exploitation	(252)	(11,2 %)	(462)	+ 2,3 %
Résultat brut d'exploitation	(209)	(30,7 %)	(737)	(5,6 %)
Coût du risque	(45)	x 4,8	(36)	+ 69,9 %
Résultat d'exploitation	(254)	(18,3 %)	(773)	(3,7 %)
Sociétés mises en équivalence	-	ns	1	ns
Résultat net sur autres actifs	-	ns	(1)	ns
Résultat avant impôts	(254)	(7,9 %)	(773)	(15,8 %)
Résultat net part du Groupe	(168)	(14,2 %)	(610)	(18,2 %)

Au deuxième trimestre 2011, le produit net bancaire du pôle est positif, et s'établit à 43 millions d'euros contre - 18 millions d'euros au deuxième trimestre 2010. Il intègre un bon niveau des revenus de la gestion financière, qui bénéficient de la forte hausse du rendement des actifs indexés sur l'inflation, très au-delà de la saisonnalité habituelle, dans le contexte de remontée sensible de l'inflation au deuxième trimestre 2011. En outre, les dividendes perçus sont en hausse, avec notamment le versement du dividende d'Intesa Sanpaolo pour 49 millions d'euros. Inversement, le coût de financement des participations augmente.

Les charges d'exploitation enregistrent un recul de 11,2 % sur le deuxième trimestre 2011, par rapport au deuxième trimestre 2010 qui intégrait des charges non-récurrentes.

Le résultat net part du Groupe ressort ainsi à - 168 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2011, contre - 196 millions au deuxième trimestre 2010.

Pour le semestre, la contribution du Compte propre au produit net bancaire s'améliore, passant de - 329 millions d'euros au premier semestre 2010 à - 275 millions d'euros au premier semestre 2011. Le résultat net part du Groupe atteint pour sa part le niveau de - 610 millions d'euros, contre - 744 millions pour le premier semestre 2010.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

Au 30 juin 2011, le groupe Crédit Agricole a réalisé un produit net bancaire de 18 120 millions d'euros (en hausse de 4,8 % par rapport au premier semestre 2010), dont 9 142 millions d'euros au deuxième trimestre 2011 (en progression de 2,0 % par rapport au deuxième trimestre 2010). Ces montants représentent tous deux des niveaux historiques pour le groupe Crédit Agricole. Compte tenu d'une moindre augmentation des charges d'exploitation (+ 1,6 % sur un an), le résultat brut d'exploitation enregistre une hausse de 9,5 % pour atteindre 7 571 millions d'euros au 30 juin 2011. Il reflète notamment la bonne dynamique commerciale de l'ensemble des métiers.

Le coût du risque est en recul de 5,3 %, enregistrant l'effet de la baisse en Banque de proximité en France et en banque de financement, qui compense l'effort de provisionnement soutenu sur la filiale grecque Emporiki et la légère progression en Services financiers spécialisés. Il intègre par ailleurs une charge de 202 millions d'euros liée à la participation du groupe Crédit Agricole au plan de sauvetage de la Grèce.

La variation de valeur des écarts d'acquisition intègre en particulier la dépréciation de l'écart d'acquisition résiduel sur Emporiki pour 379 millions d'euros au deuxième trimestre 2011.

L'impôt, qui augmente facialement de 31,0 % entre le premier semestre 2010 et le premier semestre 2011, comprend une charge non récurrente de 148 millions d'euros liée à la dépréciation des impôts différés actifs portés par Emporiki au cours du deuxième trimestre 2011.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 2 408 millions d'euros au 1^{er} semestre 2011, en hausse de 30,4 % par rapport au 1^{er} semestre 2010.

(en millions d'euros)	T2-11	Variation T2/T2	S1-11	Variation S1/S1
Produit net bancaire	9 142	+ 2,0 %	18 120	+ 4,8 %
Charges d'exploitation	(5 318)	(0,6 %)	(10 549)	+ 1,6 %
Résultat brut d'exploitation	3 824	+ 5,9 %	7 571	+ 9,5 %
Coût du risque	(1 592)	+ 13,1 %	(2 792)	(5,3 %)
Résultat d'exploitation	2 232	+ 1,3 %	4 779	+ 20,4 %
Sociétés mises en équivalence	66	(33,3 %)	130	(30,9 %)
Résultat net sur autres actifs	(7)	ns	(3)	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	(379)	(14,3 %)	(379)	(15,0 %)
Résultat avant impôts	1 912	+ 2,7 %	4 527	+ 27,4 %
Impôts	(969)	+ 14,3 %	(1 940)	+ 31,0 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	17	ns	13	ns
Résultat net	960	(5,5 %)	2 600	+ 25,1 %
Résultat net part du Groupe	881	(1,8 %)	2 408	+ 30,4 %

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le deuxième trimestre 2011 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

Relations INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber	+ 33 1.43.23.26.78		
Nathalie Auzenat	+ 33 1.57.72.37.81	Fabienne Heureux	+ 33 1.43.23.06.38
Colette Canciani	+ 33 1.43.23.45.93	Marie-Agnès Huguenin	+ 33 1.43.23.15.99
Sébastien Chavane	+ 33 1.57.72.23.46	Aurélié Marboeuf	+ 33 1.57.72.38.05

Avertissement

Les procédures d'examen limité sur les comptes consolidés intermédiaires résumés ont été effectuées. Le rapport d'examen limité est en cours d'émission. Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés sont établis conformément à la norme IAS 34.